



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/305

S/20676

6 juin 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session

Points 32, 34, 44, 63, 64, 66, 69, 72,

73 et 76 de la liste préliminaire*

**LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES**

**LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :
MENACES CONTRE LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES ET
INITIATIVES DE PAIX**

**OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES
SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT**

**DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE**

**EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE
RESPECT DES ACCORDS DE LIMITATION DES
ARMEMENTS ET DE DESARMEMENT**

**EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE
APPROCHE GLOBALE DU RENFORCEMENT
DE LA PAIX ET DE LA SECURITE
INTERNATIONALES CONFORMEMENT
A LA CHARTE DES NATIONS UNIES
COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT
LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE
L'ESPACE**

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-quatrième année

* A/44/50/Rev.1.

A/44/305
S/20676
Français
Page 2

Lettre datée du 6 juin 1989, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la section du rapport présenté par le Président du Soviet suprême de l'URSS, M. S. Gorbatchev, le 30 mai 1989, devant le Congrès des représentants du peuple - intitulé "Les grandes orientations de la politique intérieure et extérieure de l'URSS" - concernant la politique étrangère.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32, 34, 44, 63, 64, 66, 69, 72, 73 et 76 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) A. BELONOGOV

ANNEXE

Section du rapport présenté par le Président du Soviet suprême de l'URSS le 30 mai 1989 au Congrès des représentants du peuple, intitulé "Les orientations fondamentales de la politique intérieure et extérieure de l'URSS", concernant la politique étrangère

La restructuration en cours en Union soviétique ne pouvait manquer de se refléter sur l'ensemble de nos activités internationales, de même qu'elle ne pouvait prendre forme aussi longtemps que l'ancienne politique extérieure continuait d'être suivie.

Le changement radical du cours de la politique extérieure est lié à la nouvelle pensée politique, qui a été élaborée à mesure que l'on s'affranchissait de vues dogmatiques et de conclusions qui ne valaient que pour leur temps, mais qui ont cessé de correspondre aux réalités de l'heure présente.

La nouvelle pensée est une conception dynamique qui continue à se développer et à s'approfondir. Son point de départ essentiel demeure la conclusion du XXVII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique concernant le danger mortel que l'arme atomique et la course aux armements représentent pour l'existence même de l'humanité, l'unité et l'interdépendance du monde contemporain, le caractère nouveau de ses contradictions et de ce qu'il faut entendre par progrès mondial.

La nouvelle pensée consiste essentiellement à reconnaître la priorité des valeurs et des intérêts communs à toute l'humanité; des normes morales universellement acceptées, en tant que critère indispensable de toute politique; de la liberté des choix sociaux et politiques, qui exclut l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats; de la nécessité d'éliminer toute idéologie dans les relations internationales. Malgré les profondes différences qui séparent les systèmes sociaux, dans chacun d'eux sont apparues des possibilités objectives de faire accéder l'humanité à une période pacifique et radicalement nouvelle de son histoire.

Le monde environnant offre d'innombrables faits qui, semble-t-il, ne trouvent pas leur place dans le nouveau mode de pensée. Il existe des forces du passé, des contradictions héritées du passé. C'est pourquoi nous ne pouvons ni renoncer à entretenir une armée ni mettre les armements au rebut. On peut dire la même chose des alliances militaires, dont le maintien ne dépend pas uniquement de nous.

Mais si nécessaires que soient encore les structures et les formules d'autrefois, on ne doit pas accepter qu'elles fassent obstacle à l'adoption de nouvelles méthodes concernant l'édification des relations internationales. C'est là que réside la sagesse de toute grande politique. C'est là aussi que réside la nouveauté qualitative de la politique extérieure de l'ère de restructuration. Nous pouvons maintenant prendre sa défense en nous appuyant sur des résultats concrets. Bien des comportements sont déjà devenus habituels et, dirait-on, normaux. Mais où serions-nous si rien n'avait changé?

La fièvre créée par les tensions internationales est retombée. Il n'existe pas de menace directe de guerre nucléaire. On s'est regardé pour ainsi dire face à face par-delà les frontières, on a compris l'absurdité des rapports d'hostilité. On a commencé à réduire les arsenaux nucléaires. Les Européens ont entrepris d'abaisser le niveau d'affrontement militaire, qui nulle part dans le monde ne présente un tel danger. Nous avons retiré nos troupes d'Afghanistan. Nous avons commencé à les retirer de plusieurs pays alliés. Notre pays s'est ouvert au monde extérieur, pour occuper sa juste place dans la répartition internationale du travail et tirer parti de ses avantages. On a aboli les restrictions et les préjugés qui faisaient obstacle à notre participation effective au règlement des problèmes mondiaux et aux échanges scientifiques et culturels.

Notre politique extérieure intéresse l'ensemble des pays du monde. Il va de soi cependant que chaque cas concret présente ses caractéristiques propres et revêt certains aspects particulièrement importants, tant à l'échelon bilatéral que sur les plans régional et international.

Cela s'applique en premier lieu aux pays socialistes. Les relations qui se sont instaurées entre ces pays représentent une étape capitale dans l'évolution du monde socialiste, comme nous avons pu l'apprécier pleinement lors de notre visite à notre grand voisin, la République populaire de Chine. La normalisation des relations entre nos deux pays constitue un événement de portée mondiale.

L'instauration d'un nouveau type de relations entre les pays socialistes ne va pas sans présenter des difficultés qui s'inscrivent dans la réalité objective des processus complexes et contradictoires propres aux différents pays concernés. Mais ces difficultés peuvent être surmontées, aux conditions essentielles suivantes : le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires d'autrui, la compréhension mutuelle dans un esprit amical, un intérêt profond à l'égard de l'expérience de chacun, la nécessité de coopérer et la volonté d'oeuvrer patiemment ensemble. Or, toutes ces conditions sont actuellement réunies.

L'une des principales orientations de notre politique extérieure est la participation à la construction de la "Maison commune européenne". Les principes en sont connus. Ils sont devenus familiers tant auprès de l'opinion publique que dans la pratique diplomatique. Les bases propres à assurer des relations saines, répondant à l'esprit de la perestroïka, avec tous les Etats participant au processus d'Helsinki sont désormais posées et ne cessent de se renforcer.

Nous poursuivrons résolument la politique exposée à Vladivostok à l'égard de la région de l'Asie et du Pacifique. La diversité des problèmes apparaît ici plus grande encore. Nous sommes également convenus d'un "ordre du jour" avec un grand nombre de pays, et le ton général de nos relations est empreint de bienveillance, d'esprit constructif et de respect. Dans cette région comme ailleurs, nous continuerons d'accorder une attention particulière à nos relations avec certains Etats, et en premier lieu avec ce grand pays qu'est l'Inde.

Chacun de nous sait que les relations soviéto-américaines revêtent une importance primordiale dans le cadre de la politique internationale. Nous sommes prêts à collaborer avec les Etats-Unis d'Amérique sur une base préalablement définie et stable, prêts à aller de l'avant en alliant la continuité aux idées nouvelles.

Ces dernières années, nous avons découvert d'exceptionnelles possibilités d'instituer des relations plus étroites et plus productives avec l'Amérique latine et l'Afrique. Là encore, on retrouve des problèmes d'ordre général et des spécificités propres aux relations avec les différents pays visés.

Notre premier souci reste le renforcement des relations de bon voisinage avec tous les Etats limitrophes.

Il incombe au Congrès des députés du peuple d'examiner et d'entériner les principes qui régiront notre politique extérieure dans les années à venir. Les principaux points à retenir me paraissent être les suivants :

- La sécurité du pays, en tant qu'élément de la sécurité égale de l'ensemble des pays du monde, doit être assurée avant tout par des moyens politiques - démilitarisation, démocratisation et humanisation des relations internationales - en s'appuyant sur l'autorité et les moyens de l'Organisation des Nations Unies;

- Les armes nucléaires doivent être éliminées par un processus de négociation visant au désarmement et à la réduction du potentiel de défense des Etats jusqu'à un niveau de suffisance raisonnable;

- Il est inadmissible d'employer la force ou de menacer d'y recourir à quelque fin politique, économique ou autre que ce soit; les relations entre pays doivent être fondées sur le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale;

- Le dialogue et la négociation, compte tenu des intérêts de chacun, et non l'affrontement, doivent être le seul moyen de résoudre les problèmes internationaux et de régler les conflits;

- Nous préconisons l'intégration de l'économie soviétique dans l'économie mondiale, sur des bases mutuellement avantageuses et équitables; nous souhaitons contribuer activement à l'élaboration et au respect de réglementations concernant la division internationale du travail, les échanges scientifiques et techniques et le commerce dans le monde actuel, et nous sommes prêts à coopérer avec quiconque le souhaite.

Il reste encore à ajouter un autre point fondamental.

Il est parfois arrivé, dans le passé, que la pratique suivie en matière de politique extérieure soit en contradiction avec les grands principes socialistes proclamés dans ce domaine. Des actes arbitraires ont été commis, qui ont porté un grave préjudice à notre pays et entaché son prestige international. Ils découlaient de ce même système de gouvernement qui permettait la prise de décisions à huis clos.

L'une des tâches importantes qui nous incombent dans la reconstruction de notre système politique consiste à exclure ce genre de pratiques et de méthodes.

Désormais, toute décision de politique extérieure importante ne devra être prise qu'après avoir été examinée de manière approfondie par le Soviet suprême et ses différentes commissions. Quant aux décisions les plus importantes, concernant par exemple les relations avec les pays alliés ou la conclusion d'accords d'une portée capitale, elles devront également être soumises à l'examen du Congrès des députés du peuple.

L'adoption par le Congrès des députés du peuple de l'URSS des principes précités est non seulement importante sur le plan juridique, mais capitale sur le plan politique, d'un point de vue tant international qu'intérieur.

En Occident, tout le monde n'est pas persuadé, tant s'en faut, que nous avons choisi cette voie une fois pour toutes et n'avons nullement l'intention d'en changer. Même dans notre pays, tout le monde n'a pas encore saisi la nature essentielle d'une politique extérieure fondée sur la nouvelle pensée. D'aucuns y voient une sorte de tactique, un détour provisoire, voire même une concession faite à l'Occident.

C'est pourquoi je tiens à souligner ce qui suit, en espérant que le Congrès souscrira à cette déclaration : la voie que nous avons choisie relève d'une stratégie solidement étayée qui exprime les intérêts du peuple soviétique et répond, nous en sommes convaincus, aux intérêts de l'humanité tout entière.

Il a été proposé que le présent Congrès adresse un message aux peuples du monde. Je crois en effet que nous avons des choses à leur dire.
